

# VOIX DU MONDE RURAL

2008/03 N° 91

RURAUX : CITOYENS  
ACTIFS & PARTICIPATIFS

**VMR**

**Rédacteur en chef:**  
Mme Daisy HERMAN

**Secrétariat:**  
FIMARC aisbl  
rue Jaumain 15  
5330 ASSESSE  
BELGIQUE  
Tél/fax: 32-83-65 62 36  
www.fimarc.org  
fimarc@skynet.be

**Compte bancaire:**  
ING 310-0756026-94  
IBAN  
BE87 3100 7560 2694  
BIC/SWIFT  
BBRUBEBB

**Mise en page:**  
FIMARC aisbl

**Photos & Dessins:**  
FIMARC aisbl  
sauf mention spéciale

**Abonnement:**  
15,00 €/an

**Parution:**  
28<sup>e</sup> année

**Impression:**  
IMPRIBEAU  
Beauplateau 1  
6680 SAINTE-ODE  
BELGIQUE  
www.impribeau.be

## Sommaire

Editorial	3
Action des Mouvements	5
Dossier	11
Interview <i>Fabienne TACHE, Suisse</i>	23
Informations générales	29
Votre rubrique	31

*En couverture : FSM - Nairobi (Kenya) 2007*

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



*Union Européenne, Strasbourg (France)*

*Dans les numéros précédents de VMR, nous avons tenté de présenter l'économie sociale et solidaire, par différentes approches : le commerce équitable, la finance solidaire, l'économie solidaire et le développement, l'agriculture paysanne. Chaque fois, nous avons mis l'accent sur la nécessité de la participation des personnes aux décisions les concernant et bien plus, sur leur participation à tout ce qui concerne la vie de leur communauté, de leur pays, de leur région.*

*Ce dossier aborde le sujet de la « participation citoyenne ». Suffit-il d'élections plus ou moins libres au plan politique pour que les citoyens participent réellement à la vie de leur pays ? Ou faut-il se poser la question des moyens à mettre en œuvre pour une véritable participation des hommes et des femmes aux décisions les concernant ? Poser la question de cette manière, c'est bien sûr y répondre par la nécessité d'une participation citoyenne de tous et de toutes.*

---

*Tout récemment, nous avons assisté à l'échec des négociations de l'OMC, présenté comme échec par les médias, à partir du point de vue des gouvernements leaders à l'OMC mais vu comme victoire par de nombreuses organisations de la société civile et de gouvernements minoritaires. Pour nous, nous y voyons le résultat de nombreuses années de travail, de sensibilisation, d'informations sur les enjeux planétaires et nous ne pouvons que nous réjouir. N'est-ce pas le signe que les masses populaires participent enfin aux décisions qui les concernent, le signe d'une réelle participation citoyenne ?*

*Pourtant, il reste du pain sur la planche et la crise alimentaire actuelle, tout comme la crise du pétrole, ne sont pas des éléments favorables pour que les personnes s'investissent dans des groupes, se mettent en route sur des projets alternatifs viables. Au quotidien, il s'agit de survie... Mais peut être la période est-elle favorable car même le quotidien est loin d'être assuré et il nous faut de plus en plus voir dans le long terme, réfléchir à l'avenir et poser des choix de société, complètement en rupture avec le système en vigueur.*

*Nous avons la chance de vivre cette période. C'est maintenant qu'il faut agir si nous voulons sauvegarder notre planète et offrir quelques chances d'une vie meilleure à nos enfants.*

*Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce VMR et attendons vos réactions.*

*Daisy Herman  
Secrétaire générale*



## Action des Mouvements

### Burkina Faso

Une délégation forte d'une trentaine de personnes a participé au 7<sup>ème</sup> Forum des Peuples qui s'est tenu à Koulikoro au Mali du 06 au 09 juillet dernier, en contrepoint africain au sommet du G8 de Hokkaido (Japon).

«Nos vies valent mieux que vos profits» était le slogan et le texte inscrit sur la bannière des licenciés de l'huilerie locale burkinabé suite à sa liquidation et traduit bien la résistance que l'on rencontre dans les forums montrant que les laissés pour compte de la mondialisation ne veulent pas mourir !



*Délégation du Burkina Faso au Forum des peuples - Mali, juillet 08*

---

## Cameroun

Suite aux émeutes de février provoquées par le coût de la vie et le prix des carburants, tout semble plus ou moins rentrer dans l'ordre. Au lendemain des émeutes, le gouvernement a annoncé une hausse des salaires de 15% et des annulations des droits de douane sur des produits de première nécessité. Par ailleurs, début juillet, le ministre camerounais de la communication a levé la suspension de 3 chaînes de radio et de télévision, interdites suite aux émeutes.

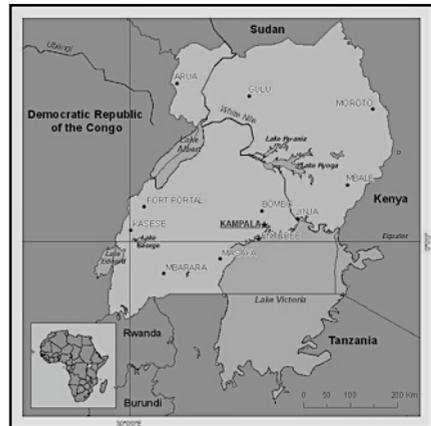
Équinoxe radio et Equinoxe TV avaient été fermées pour "exercice illégale de la profession", selon la version officielle, alors que ces médias disaient qu'ils avaient été suspendus pour avoir critiqué le gouvernement.

## Ouganda

Le gouvernement a introduit récemment une nouvelle politique foncière. De l'analyse de la première version de cette nouvelle loi par des groupes de paysans, il ressort qu'elle est davantage en faveur des investisseurs étrangers au détriment des petits paysans.

Bien que les textes aient été communiqués pour analyse et amendements, avant le vote et la mise en application, la population a bien du constater que le gouvernement

la mettait en application avant même qu'elle ait été discutée et votée au parlement. De nombreux paysans ont été évincés de leurs terres ancestrales au nom du « développement par les développeurs ». De nombreuses personnes ont perdu la vie dans les combats qui ont opposé les classes ethniques à l'armée à la solde des personnes influentes dans le gouvernement.



*Ouganda*

## Inde

Une enquête a été réalisée par un groupe de leaders de groupe de femmes dans le village de Perungalatur, dans le Tamil Nadu. Cette enquête est une initiative qui fait partie d'une stratégie plus large pour tenter d'éviter que les villages de la région soit sacrifié à l'industrie chimique.



La nouvelle urbanisation et la modernisation ont influencé négativement les villageois, les conduisant à vendre leurs terres à des industries chimiques qui prétendent être producteurs de fertilisants organiques naturels mais qui probablement produiront des produits chimiques pour les tanneries, sachant que les industries du cuir sont toutes proches.

## Népal

L'élection d'un Président suite au renversement de la monarchie le 28 mai dernier était une étape importante pour que l'Assemblée puisse rédiger une nouvelle constitution. Le premier président de la République du Népal, Ram Baran Yadav a prêté serment le 23 juillet dernier mais les maoïstes, majoritaires au Parlement refusent de former un gouvernement sous son autorité, car il a devancé leur candidat.



*Ram Baran Yadav*

Ces élections se passent dans un climat assez tendu car les prix des carburants et des produits de base ne cessent de flamber et la population souffre tout autant de la crise politique que de ces conditions.

## Chine

La Chine peut nourrir 22 % de la population mondiale avec seulement 7 % des terres cultivables. Du fait de l'urbanisation croissante, de la pollution et de la désertification, on estime que la surface cultivable diminue d'environ 2500 km<sup>2</sup> par an. L'autosuffisance, notamment en matière de céréales, est globalement assurée mais, l'évolution du mode de vie de la population fait que des besoins nouveaux devraient se développer dans les années à venir et provoquer une augmentation des importations. Toutefois, les autorités souhaitent limiter les importations qu'elles ne conçoivent que comme un complément et celles-ci sont donc limitées à 5 % de la production nationale. L'augmentation de la production repose essentiellement sur le développement de l'irrigation et sur une meilleure sélection des espèces. L'utilisation des engrais est fortement encouragée. Cependant, leur efficacité n'est pas établie et de leur utilisation résultent de graves

---

problèmes de pollutions azotées, surtout dans les ceintures maraichères des grandes villes. Le développement de la culture sous feuilles plastiques (la révolution blanche) a été spectaculaire. Sa surface s'accroît de près de 700 000 ha par an.

### **Pérou**

Les organisations syndicales, de paysans, de femmes et toutes les organisations de la société civile se sont regroupées sous la bannière de « Dignité nationale » pour organiser un grand mouvement de débrayage le 09 juillet dernier. La société civile veut ainsi dénoncer la corruption de son gouvernement, ses mensonges, le démantèlement des services de base tel que l'éducation et la santé ainsi que le manque d'intérêt qu'il accorde aux revendications de la population.

### **Paraguay**

Le processus de création du mouvement se poursuit. Initié à San Pedro del Paraña, les équipes sont maintenant en place et poursuivent la formation et l'appui aux paysans. Le Père Pascual Kinoti, prêtre de la paroisse a été nommé à quelques 600 kms de là dans la paroisse de San Miguel Arcangel et forme des groupes qui pourront rejoindre ce jeune mouvement qui espère pouvoir accueillir la Rencontre mondiale de la FIMARC en 2010.

### **Argentine**

Depuis mars, les producteurs ruraux d'Argentine sont en conflit avec le gouvernement. Ce conflit s'est révélé au cours de ces 4 derniers mois, mais il est le fruit d'une politique d'Etat composé de dirigeants qui ignorent tout de la vie et du travail en monde rural.

Bref historique : en 2001, la crise socio-économique de l'Argentine provoque la démission du Président De la Rúa, suit le président Eduardo Duhalde qui demande leur collaboration aux ruraux «pour la paix sociale» avec 10% de retenue de la production. Quand en 2003, Nestor Kischner assume la Présidence, il monte cette «retenue» à 25%, par décret et sans consultation. En octobre 2007, concluant son mandat et laissant la gestion économique à son épouse élue à la Présidence (2007/2011) la retenue s'élève à 35%.

Le 11 mars 2008, le gouvernement de Cristina Fernández de Kischner signe la «résolution 125» de «retenues variables» qui élève ces retenues à 44%, au moment précis de la récolte de soja. Ces retenues sont modulables dans la mesure où le pourcentage augmente ou baisse en fonction du rendement de la récolte et du prix mondial du grain.

C'est le moment où le monde rural réagit par des manifestations de désapprobation.



Manifestations «d'auto convocations» qui ont remporté l'adhésion de communautés urbaines. Et la position du Gouvernement est de «ne pas céder aux réclamations des paysans», les traitant même avec des épithètes blessantes et déqualifiantes. Face à la fermeté du secteur paysan et à la demande de certains dirigeants politiques, le gouvernement a appelé au dialogue. 4 dirigeants des institutions rurales les plus importantes du monde rural ont assumé la représentation des paysans auto convoqués, appelant ces rencontres «table de liens».

Après 4 mois de dialogue, de périodes de silence et de frustrations, la «résolution 125» arrive au Congrès de la Nation pour légalisation mais elle est refusée et annulée par les législateurs.

Que s'est-il passé pendant ces 4 mois ? Le gouvernement a justifié ces retenues par des arguments qui ont varié : «pour l'égalité et l'inclusion sociale, pour appuyer les petits producteurs, pour que les prix du marché soient accessibles au consommateur, pour construire des routes, des hôpitaux et des écoles, pour payer les dettes internationales». Ces justifications «improvisées et inventées» ont provoqué la réaction du monde rural qui y a répondu par des manifestations et des coupures temporaires de routes pour

réclamer «l'appel à l'attention» du gouvernement. Jamais la finalité n'a été de priver le marché des aliments nécessaires à la population. On peut signaler l'appui chaque fois plus important des familles urbaines aux producteurs ruraux. On peut aussi noter que certains mouvements d'agriculteurs n'ont pas adhéré à la protestation. Ils furent «spectateurs» et parfois même désapprouvateurs des manifestations.

Au cours de ces 4 mois, nous avons pu nous rendre compte que le gouvernement n'avait pas de politique agricole. Seul les intéressait ce qu'il pouvait «retenir» à des fins politiques. En arguant que la priorité était l'approvisionnement du pays, ils ont serré les exportations de grain, de viande et de produits laitiers.

La «sojaisation» encouragée et favorisée par le gouvernement, rétribuant les multinationales pour «ces bienfaits économiques» a fait que de nombreuses laiteries ont fermé leurs portes et leurs pâturages ont été semé en soja.

Aujourd'hui, un mois après l'annulation de la «résolution 125» et avec le changement de certains ministres au sein du gouvernement, malheureusement on perçoit une nouvelle crise car le gouvernement n'a pas apporté de réponses aux inquiétudes profondes du monde rural.

---

## Italie

ARI avec d'autres organisations italiennes est investi dans le Réseau italien d'Économie Solidaire (RES). Actuellement le RES d'Italie est constitué de 20 Districts d'Économie Solidaire (DES) dispersés sur l'ensemble du territoire national. Chaque DES est indépendant et autonome au niveau de son organisation locale. Au niveau national il se retrouve dans un document commun de référence, la «charte du réseau italien d'économie solidaire» qui posent les bases de ce qu'est l'économie solidaire pour nous. Le RES est né à l'initiative du mouvement d'inspiration catholique Rete Lilliput. Les DES sont des «laboratoires pilotes» locaux dans lesquels s'expérimentent diverses formes de collaboration et de synergies pour affirmer concrètement la Souveraineté alimentaire

des populations locales et un modèle économique pratique en opposition au modèle de la globalisation néo-libérale – dominant et présenté comme seul modèle possible – sur la base d'une économie égalitaire et socialement soutenable.

## Belgique

Le 13 septembre dernier, l'ACRF a célébré ses 100 ans d'existence. Aujourd'hui, ce sont plus de 200 groupes locaux qui sont présents dans le milieu rural et tentent d'apporter des réponses aux problèmes rencontrés en milieu rural, comme les problèmes de mobilité, de famille recomposées... Diverses manifestations retraçant ce centenaire ont eu lieu à la Marlagne et ont permis aux participants de parcourir ce siècle d'histoire qui sans doute ne s'achève pas ici grâce au dynamisme des équipes locales.



*80<sup>ème</sup> anniversaire ACRF, Wépion (Belgique) 1988*



---

## Ruraux, citoyens actifs et participatifs

*Dans les numéros précédents de VMR, nous avons présenté l'économie sociale et solidaire, par différentes approches : le commerce équitable, la finance solidaire, l'économie solidaire et le développement, l'agriculture paysanne. Chaque fois, nous avons mis l'accent sur la nécessité de la participation des personnes aux décisions les concernant. Et bien plus : leur participation à tout ce qui concerne la vie de leur communauté, de leur pays, de leur région.*

*Ce dossier aborde le sujet de la « participation citoyenne ». Suffit-il d'élections plus ou moins libres au plan politique pour que les citoyens participent réellement à la vie de leur pays ? Ou faut-il se poser la question des moyens à mettre en œuvre pour une véritable participation des hommes et des femmes aux décisions les concernant ? Poser la question de cette manière, c'est bien sûr y répondre par la nécessité d'une participation citoyenne de tous et de toutes.*

---

## LES CITOYENS VEULENT PARTICIPER

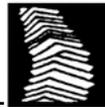
Le Mouvement du Bénin souligne que les producteurs paysans ne sont pas associés aux décisions qui les concernent. Le Mouvement du Sri Lanka note que les responsables sociaux ne sont pas consultés par les responsables politiques. Suffit-il de consulter les populations pour que la démocratie fonctionne ? Il est nécessaire que chaque citoyen connaisse ses droits et ses obligations, et bénéficie de la liberté d'expression. Mais un obstacle surgit : le manque de formation et d'information du citoyen. L'une des conditions de la vie démocratique est la formation politique de chacun, au sens de gestion de la société : comprendre les enjeux des projets, les analyser et décider ensemble. Ce que l'on peut appeler la formation citoyenne.



*FSM - Nairobi (Kenya) 2007*

### Obstacles à la participation

L'un des freins constatés est aussi le manque d'accord entre membres d'une même communauté sur ses souhaits et projets, l'intérêt personnel passant avant l'intérêt de la collectivité. Cependant que le dynamisme de la société civile – les citoyens organisés en associations et groupes divers – fait ressortir la frilosité des pouvoirs publics, trop souvent attachés à faire valoir leurs positions de dominants. Il faut donc que les exclus puissent donner leur avis, parler librement, partager leurs richesses humaines.



---

Cela exige de connaître un minimum les lois, pour pouvoir contrôler l'action des élus et des dirigeants politiques. Trop souvent, les citoyens manquent de conscience sur la nécessité de participer comme peuple à la vie de la société, non seulement par leur vote, mais aussi par une participation active. Serait-ce la peur se s'investir, d'être contesté ? Par tradition et poids des coutumes, le citoyen délègue à un élu son pouvoir de citoyen.

Il est évident aussi que la corruption de nombreux dirigeants politiques décourage les citoyens à agir. Le droit au développement, à la démocratie est freiné par les obstacles structurels qui pénalisent les pays : dette extérieure, spéculation financière, poids du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale dans les choix économiques des pays, etc. Les Etats, fragiles, ne peuvent résister aux pressions de ces organisations internationales, ni à celles de l'Organisation mondiale du commerce, et ne peuvent consacrer des moyens suffisants pour permettre la participation citoyenne.

### **La participation populaire fait des miracles**

Au Nicaragua, le maire de la commune de El Rosario est convaincu que par la mise en œuvre ensemble des projets locaux, les gens sont devenus responsables et organisés. « Ce sont des paysans minifundistes pauvres, mais depuis de longues années, ils ont appris à travailler ensemble, à résoudre leurs problèmes, à négocier entre eux, à respecter les opinions différentes, à conjuguer leurs efforts, à réfléchir, à décider, à demander des comptes, à en rendre... Avec une telle richesse de participation, ils ne sont déjà plus si pauvres.»

*(Extrait de la revue DIAL – Diffusion de l'information sur l'Amérique Latine).*

---

## Priorité aux besoins des citoyens

Car la démocratie et la participation citoyenne sont à comprendre et à vivre dans le contexte économique, social, culturel, politique local. C'est plus que le fonctionnement « formel » des institutions, par les votes et des élections plus ou moins libres. Il s'agit de la liberté d'expression de tous, d'une participation des citoyens aux décisions et aux projets, d'une répartition des richesses entre tous, de l'existence d'une presse indépendante des puissances financières. Car l'information est un outil puissant pour favoriser la participation citoyenne.

En Europe, les débats sur l'avenir de la Politique agricole commune (PAC) mettent en évidence l'absence d'une gouvernance mondiale pour l'agriculture. Il en résulte une compétition déloyale entre paysanneries du monde, les plus riches bénéficiant d'avantages certains. Ce qui ne favorise ni la lutte contre les inégalités ni le recul de la pauvreté.

La logique néo-libérale tend à placer les décisions économiques en dehors des processus démocratiques, c'est-à-dire que les décisions sont prises uniquement en fonction d'intérêts économiques, et non en fonction des besoins des citoyens.

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Quelles sont les instances de participation que vous connaissez dans votre communauté, votre région, le pays ?*
- *Quels obstacles rencontrez-vous pour cette participation citoyenne de tous ?*



---

## LA PARTICIPATION, UN DROIT DE L'HOMME

Le droit à la parole appartient à tous et à chacun, dans un système politique basé sur la démocratie. «Nous avons le droit de nous exprimer face à ceux qui ne nous écoutent pas» dit une organisation paysanne d'Amérique latine. Les petits producteurs vivent, travaillent et produisent dans le monde paysan et rural. Ils affirment leurs droits à vivre de leurs productions, leur droit à la terre, leur droit à ne pas être chassé de leurs terres. Mais quand toutes ces voix seront-elles entendues ? Car la voix du peuple ne coïncide pas avec les discours du pouvoir. Il est essentiel que la population puisse s'exprimer.



*Nieves Martinez Bravo, Coordinatrice européenne de la FIMARC*

Les discussions, dans tout groupe et toute institution, et leur acceptation par ceux qui ont le pouvoir sont le fondement d'une société citoyenne qui concilie l'épanouissement personnel et le souci de l'intérêt général. Le droit des citoyens à participer aux affaires publiques est l'un des principes de la démocratie. Et il appartient aux pouvoirs publics – de la base jusqu'au sommet de l'Etat et au niveau international – de créer les conditions nécessaires pour que les citoyens groupés puissent agir librement, s'exprimer, critiquer, décider ensemble.

## **Pour une économie qui respecte le bien-être des communautés**

« L'économie solidaire est un modèle alternatif, juste et humain, de réaliser l'économie. Il est basé sur le travail solidaire, le soutien mutuel et sur la coopération ; il comprend un développement intégral et durable à l'échelle humaine ce qui se réfère spécialement aux réalités locales, avec de nouvelles relations entre acteurs économiques, basées sur les principes de compréhension mutuelle et de coopération, avec l'objectif principal d'utilité sociale avant le profit.

**Pour renforcer et développer l'existence des expériences d'Economie solidaire et de Souveraineté alimentaire, nous voulons consolider ces concepts et les développer en une idéologie de Souveraineté Economique. Afin de matérialiser cette idéologie, nous les participants au Séminaire Asiatique, nous nous engageons à :**

- Boycotter les produits des multinationales qui envahissent nos marchés par la publicité, et à promouvoir les produits locaux, respectueux de la culture et bien meilleurs pour la santé
- A expliquer à nos familles, groupes et communautés les dangers de ces produits
- A éviter l'utilisation des semences hybrides et génétiquement modifiées, les composants chimiques qui endommagent nos ressources naturelles
- A promouvoir systématiquement l'agriculture biologique et le commerce juste de ces produits
- A joindre toutes les campagnes, et spécialement la campagne «plus d'armes», de faire alliance avec les groupes de défense des mêmes intérêts auprès des structures gouvernantes aux niveaux local, national et international afin d'atteindre nos objectifs.

**Nous demandons fortement à nos politiciens, chefs religieux et tous les représentants des institutions gouvernantes de considérer notre demande légitime pour une économie qui respecte le bien être des communautés et assure la justice et une vie digne pour tous. »**

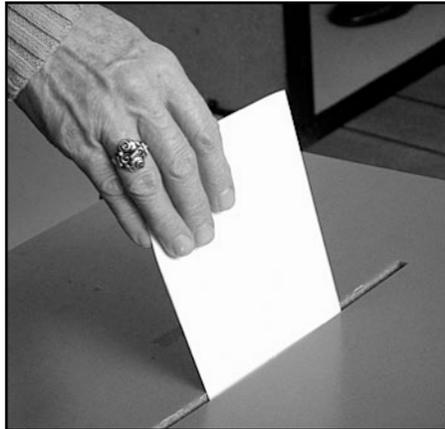
*(Déclaration finale de la Rencontre asiatique, Jessore (Bangladesh) 28/01/08)*



---

## Exigences et caractéristiques de la participation

Il ne s'agit pas seulement de la possibilité d'exprimer son avis par un vote démocratique. Il s'agit aussi de donner aux citoyens des moyens pour comprendre les enjeux d'un projet : information, transparence, participation aux débats, aux orientations, à l'évaluation, reconnaissance des associations de citoyens, etc. Cette participation peut prendre diverses formes, selon les traditions et coutumes locales. Ce peut être sous la forme d'un budget participatif, dont les citoyens sont les décideurs pour leur quartier ou communauté ; ce peut être sous la forme de conseils aux noms divers, avec toujours l'objectif de résoudre ensemble les problèmes de la communauté par la mise en œuvre de solutions locales. Quelle que soit la forme de participation, il est essentiel qu'il y ait un va et vient entre les citoyens et les élus ou responsables politiques.



Les pouvoirs institués doivent rendre compte de leur gestion du mandat qui leur est confié. Ils doivent dire comment ils font vivre les Droits de l'Homme, au sens complet du mot. Ce qui exige des mécanismes concrets par lesquels les dirigeants rendent des comptes à la population.

Mais il s'agit aussi de mettre en œuvre les connaissances de chacun, sur les bases de la souveraineté communautaire et de l'autogestion locale. Il s'agit de permettre aux personnes de grandir dans la dignité, la liberté, la justice, la paix, l'équité.

---

La participation citoyenne a des caractéristiques dans les prises de décisions et dans leur mise en œuvre : respect des règles et lois justes, refus des règles et lois injustes, transparence, réactivité, consensus orienté vers le bien être de tous, équité et égalité, efficacité et performance, prise de responsabilité. Nous voyons à travers ces expressions qu'il faut avoir un but commun, un projet de vivre ensemble, et qu'il faut toujours chercher un accord. D'où une tension entre l'intérêt privé de chacun, l'intérêt de la communauté et l'intérêt général de toute la population.

### **Nous sommes des passeurs de la terre**

« La terre, support de notre métier, est un bien commun dont nous avons hérité et qui nous appartient d'autant moins que nous devons le restituer, que nous devons le rendre, dans un état qui permettra à ceux qui en hériteront, à qui il sera confié, d'en user sans en abuser afin qu'à leur tour, ils puissent être des relais.

Nous ne sommes donc que des passeurs et nous ne pouvons réfléchir à ce métier sans le faire collectivement, sans être imprégnés par ce devoir d'usage, non utilitaire, ce devoir de restitution. (...) Nous sommes en charge de cette terre et de cette mère nourricière que nous labourons, que nous retournons, que certains jours nous maudissons parce qu'elle est ingrate, que nous aimons parce qu'elle est notre travail et peut-être pas à seule fin de nourrir. (...)

Il est peut-être temps de redonner aux paysans leur véritable place afin qu'ils soient les garants d'une nature qu'un contrat social leur a confiée, les passeurs du patrimoine terre qui nous appartient tous. »

*(Marc Parcé – France – Dans une revue agricole).*



---

## Décider ensemble comment on va travailler

Dans tous les domaines, le pouvoir doit provoquer la participation, la responsabilité des citoyens, et rendre compte de ce qu'il fait. Car il s'agit de mettre en œuvre, collectivement, des politiques pertinentes pour répondre aux défis du moment. Il s'agit aussi de l'exigence d'un contrôle démocratique par la population. Le secret est la participation populaire. Il ne s'agit pas de donner des choses aux populations, mais que les populations se prennent elles-mêmes en charge, qu'elles participent aux projets, à leur réalisation et évaluation. Participer, ce n'est pas seulement travailler, mais c'est aussi décider ensemble comment on va travailler, comment on s'organise pour le travail à faire ensemble et les décisions à prendre. Car la population participe d'autant mieux et plus qu'elle voit les résultats de son travail, qui sont «ses résultats». Il s'agit donc d'utiliser les capacités de chacun, dans la stimulation mutuelle, dans le respect de chacun et de chaque groupe.



*Assemblée de paysans - Pakistan 2008*

Le développement dans la durée n'est possible que s'il est accepté, géré et coordonné par les sociétés humaines concernées : citoyens organisés, communautés, acteurs divers ou associations diverses, etc. La démocratisation du pouvoir est une des conditions de mobilisation et d'engagement des citoyens pour le développement et un avenir meilleur.

---

Enfin, soulignons que la participation est un droit proclamé par la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 (article 20). Sa mise en œuvre exige la consultation, des mécanismes concrets permettant cette participation, l'écoute des citoyens, le respect de leur choix. Le pouvoir doit restituer aux citoyens le mandat qui lui a été confié, pour que tous puissent en permanence participer, critiquer librement, demander des comptes. La communauté est le sujet de son propre développement et de la construction de son avenir.

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Que font les pouvoirs publics pour faciliter la participation citoyenne ?*
- *Quels sont les obstacles ou freins que vous constatez pour une participation des citoyens aux décisions les concernant ?*



---

## **RURAUX ACTEURS ET PARTICIPATIFS**

Pour participer à la vie citoyenne, il ne faut pas rester « spectateur », mais « être en vigilance » envers les élus. Il faut exiger de l'Etat des mesures politiques pour que tous aient la parole, leur place, leur responsabilité. Les ruraux organisés doivent demander aux gouvernements d'appuyer un développement qui favorise la production et la commercialisation des produits locaux pour la satisfaction des populations locales. Il faut construire une politique de distribution équitable des richesses, pour le développement de tous.

Autre revendication : décentraliser toute politique d'action, pour faciliter la participation active des citoyens. Ils sont ainsi plus à même d'être acteurs dans les questions concernant leur avenir. Il s'agit que chaque communauté humaine se prenne en charge et agisse pour le bien général. Rien ne peut réussir sans la participation active des citoyens, leur consentement, la conscience de leur importance et de leur rôle, leur reconnaissance comme groupes constitués.

### **Accès de tous aux droits fondamentaux**

Dans tout projet et action, les groupes doivent chercher des alliances avec tous les réseaux existant localement, pour informer, influencer sur les actions communes. La solidarité entre réseaux met en valeur les connaissances et engagements de chacun. Elle permet de développer la culture du dialogue entre instances politiques, citoyens, groupes divers de la société, associations et groupements, tous acteurs pour construire un monde de justice et de paix.

Il s'agit d'organiser la société à partir de l'accès de tous aux droits fondamentaux. Il s'agit aussi de valoriser « l'expertise » citoyenne, en mettant en valeur les pratiques et connaissances de chacun. Ce qui implique que chaque citoyen s'engage à se battre là où il est, individuellement et collectivement, pour faire advenir ce monde nouveau.

Mais la participation active est un processus de long terme, qui a un coût du fait de réunions, de structures nécessaires pour faire participer, de la formation indispensable des citoyens. Ce qui veut dire que les ruraux doivent exiger des Pouvoirs publics les moyens pour cette formation et participation.

---

La participation citoyenne restreint l'autonomie de ceux qui détiennent de l'autorité, en les obligeant à rendre des comptes, à accepter le contrôle par les citoyens. Ce qui conduit à refuser que les « notables locaux » - quels qu'ils soient – ne s'accaparent le pouvoir, par le biais de leur participation à toutes les instances au nom de la communauté. C'est à la communauté de décider qui doit la représenter et pour quoi faire, et d'exiger des comptes en retour.

## **Chercher des alliances**

La participation citoyenne se base à la fois sur la capacité de nous indigner devant les situations injustes et d'injustice, et de mettre en œuvre la solidarité entre les acteurs. Elle se base sur le partenariat avec tous les acteurs qui agissent dans le même sens, sur l'éducation et la formation des personnes et des groupes, sur l'option préférentielle pour les pauvres.

L'Homme est acteur dans la société, seul et avec d'autres citoyens. Il est responsable, au service des autres. Il porte une intériorité, pour pouvoir prendre du recul devant les situations, événements et décisions. Il est homme en relation, avec les autres, avec la nature, avec la « terre-mère ». Ce qui demande beaucoup d'humilité, pour tenter de vivre la meilleure cohérence possible entre les paroles et les actes. Toujours au service de la responsabilité citoyenne de tous et de toutes.

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Que fait votre organisation pour développer la participation citoyenne de tous ?*
- *Avec quelles organisations faites-vous alliance pour une participation citoyenne ?*



---

**Pour ce numéro de VMR, nous avons Interviewé Fabienne Tache, membre de la Coopérative de solidarité paysanne et de l'ACAR, Action Catholique Agricole Romande et membre du Groupe de travail des droits de l'homme de la FIMARC.**

***Fabienne pourrais-tu te présenter ?***

Je m'appelle Fabienne, fille de paysan, 42 ans, aînée d'une famille de 3 enfants. J'ai d'abord travaillé une dizaine d'années comme cambiste «devises et métaux précieux» dans une grande banque de la place. Actuellement, maman de deux garçons de 9 et 15 ans, je suis secrétaire de ma paroisse depuis 12 ans et d'une petite entreprise de transports active dans la filière des déchets.



---

***Peux tu nous parler de ton parcours de vie ?***

Lorsque j'avais 10 ans, mon grand-père qui exploitait avec mon père le domaine familial a voulu nous expulser pour vendre la terre à ma tante qui avait de l'argent à placer. Nous l'avons appris un dimanche matin alors que nous partions pour la messe. Deux gendarmes, qui pensaient que nous n'étions pas là, arrivaient pour voir comment ils allaient faire pour nous évacuer.

Un comité de soutien s'est alors formé dans l'urgence pour soutenir mes parents dans le droit à la terre pour ceux qui la travaillent. Cela ne s'est pas passé sans heurts, menaces de mort, début d'incendie, coups et blessures, tribunal mais aussi un magnifique soutien des paysans de la région qui ont participé à deux manifestations publiques, un véritable élan de solidarité. Des paysans, des amis ont accepté d'être disponibles 24H sur 24 sur appel téléphonique pour empêcher les coups alors que la police refusait de se déplacer pour une «affaire de famille».

***Peux-tu nous parler de tes engagements?***

Engagée depuis plus 11 ans dans le Conseil général de ma commune,

j'ai eu la chance en 2002 de participer à l'élaboration de la Constitution de mon canton, Fribourg. Une constitution se fait pour les 50 à 70 ans qui viennent et doit permettre à tous de vivre dignement durant ce laps de temps.

Elle doit rester assez ouverte pour permettre une certaine évolution mais pas trop pour garantir, à tous, les droits humains principaux : accès à l'eau, logement, santé, instruction... Ça a été une lutte de chaque mot pour essayer d'atteindre ce but face à des personnes mieux loties, qui trouvaient qu'un Etat social coûte trop cher et cherchaient plus à favoriser une certaine élite.

Membre de la Coopérative de solidarité paysanne et de l'ACAR, Action Catholique Agricole Romande, membre de la FIMARC, j'ai rejoint le Groupe de travail des droits de l'homme depuis deux ans environ.

J'ai accepté en grande partie parce que je me sens très concernée par la situation des femmes et des enfants autour de moi et dans le monde. Ils sont souvent encore plus touchés dans le non-respect des droits humains en raison de manque de moyens (non-droit à la parole, situation sociale ou culturelle, manque d'instruction, etc.).



*Réunion du Groupe de Travail des Droits de l'Homme, Genève (Suisse) 2008*

***Quelle est la situation de la Suisse en ce qui concerne ces problèmes de pauvreté et d'accès aux droits ?***

La Suisse donne l'image d'un pays idyllique et sans problème. Pour moi elle a un côté pile : son image extérieure avec, il est vrai, une bonne partie de la population nantie mais aussi un côté face où les gens ont honte et n'osent pas montrer leurs conditions de vie.

Dès lors il est très difficile d'obtenir du soutien pour faire changer les choses ; ceux qui ont trop luttent à grands coups d'argent pour le garder et ceux qui n'en n'ont pas votent comme eux en pensant qu'un jour, cela pourrait leur arriver.

On assiste à une grande montée de xénophobie, peur que les étrangers prennent les richesses alors qu'il n'y a aucun scrupule à les utiliser comme manoeuvres, peur de leur donner droit à la parole s'ils font

---

partie de cette classe ouvrière, peur qu'ils réveillent la masse servile et dormante.

Au niveau national, le gros problème réside dans le fait que les personnes ayant eu accès aux études par exemple, même issues de milieux pauvres, oublient très vite leur condition antérieure et défendent souvent les nantis. La population elle-même soutient ce processus en faisant pression sur les gens qui osent s'exprimer autrement.

Pour exemple, il y a 4 ans j'ai introduit un recours contre ma commune pour avoir été récusée illégalement lors d'une discussion et du vote sur l'ouverture d'une classe supplémentaire à l'école publique. J'ai réussi à trouver un avocat qui a accepté de m'aider gratuitement à condition que je ne dévoile pas son nom.

La réponse est arrivée 10 mois plus tard, soit à la fin de l'année scolaire, pour me donner raison sur le fond,



*Pierre Miot et Fabienne Tache, GTDH Genève (Suisse) 2008*



---

mais comme l'année scolaire était terminée, même si la réponse m'était favorable, il était trop tard. Si j'avais perdu, les frais de procédure auraient été mis à ma charge, mais la commune, elle, n'a rien eu à payer.

Par contre durant ces 10 mois, la grande partie de mes concitoyens ne me parlait plus sauf pour dire d'abandonner parce que ça donnait une mauvaise image de notre commune à cause des articles dans les journaux.

Même mon groupe politique m'a demandé par deux fois de démissionner. En fait c'est plutôt cette pression extérieure qui fait que les gens n'osent pas agir le plus souvent par peur de perdre leur emploi.

***Outre ces craintes que tu soulèves, quels sont les autres raisons qui font que les gens hésitent à s'engager ?***

Beaucoup de gens peinent à réagir dans l'urgence. Cela se voit surtout dans les débats où il y a des règles strictes d'intervention et les élu(e)s locaux n'osent pas intervenir par méconnaissance des procédures, des dossiers, par peur de n'avoir pas assez réfléchi ou de subir des pressions et rien ne bouge.

Les citoyens ne se sentent plus concernés et pensent que peu importe ce qu'ils votent l'Etat fera comme il voudra, aussi ils ne vont plus voter. Le taux d'abstention lors des votations est effarant. On se pose la question d'instituer une «obligation de voter».

***Quel bilan tires-tu de tout cela ?***

Le bilan n'est pas négatif : on a actuellement une jeune garde, instruite, souvent fille ou fils d'ancien militants qui se mobilise.

En juin dernier une grande victoire contre le xénophobisme a été remportée. Lors de cette même votation, le peuple refusait de démanteler notre système de santé. Un résultat inespéré. Pourtant même si l'on sent que la population commence à se sentir concernée par la notion de durabilité le monde paysan est menacé. La notion d'importation en raison de la petitesse du territoire l'emporte sur la notion de terre nourricière. L'agriculture suisse très subventionnée, mais soumise à des conditions drastiques en matière de détention d'animaux et de respect de la nature, laisse alors que tous reconnaissent unanimement la qualité des produits mis sur le marché.

---

Beaucoup souhaitent abandonner le subventionnement et ouvrir totalement les frontières dans l'optique de l'OMC. Le profit prime tant pis si le paysan meure. La lutte doit impérativement se poursuivre.

Pour les associations aussi, le bilan est positif. La Coopérative de solidarité paysanne, de par sa lutte, a permis une nouvelle législation agricole protégeant les exploitants même si les spéculateurs se font de plus en plus virulents pour l'attaquer.

Régulièrement la Coopérative soutient des paysans, chassés de leur terre. D'autres fois les choses s'arrangent simplement par sa présence dans le soutien d'une famille, une sorte de pression silencieuse mais bien réelle qui fait reculer les abus. Parfois, cette présence physique et morale dure des mois, voire des années : réunions, avocats, séances de tribunal et permet à ces familles de ne pas craquer.

Pour l'ACAR, à l'origine de la fondation de la Coopérative de solidarité paysanne, l'engagement reste très militant, malgré le vieillissement de ses troupes, contre les situations d'injustices dans le monde paysan: producteurs, consommateurs, par

une défense de l'ensemble de la chaîne alimentaire et par là même contre l'OMC, les OGM... également comme membre de la FI-MARC.

***Quelles sont tes motivations profondes pour tes engagements ?***

Dans tous ces engagements, mon principal défi journalier consiste à essayer de tout concilier, famille, emploi, engagement politique ou militant mais mon but global reste de gommer toutes les inégalités existantes, les atteintes aux droits. J'ai foi en Dieu mais aussi dans les Hommes.

Aussi ma priorité reste le devoir de s'indigner devant des situations d'abus, le devoir de faire connaître ces situations pour que les choses changent. En tant qu'individu isolé, nous n'avons pas le pouvoir de tout changer, mais peut-être d'autres le peuvent-ils. Alors soyons les porte-paroles des sans voix pour que le monde puisse changer.



## Informations générales

L'assemblée générale extraordinaire de la **Conférence des Organisations Internationales Catholiques**, tenue le 19 juin 2008 à Paris, a décidé la DISSOLUTION de l'institution. Cette décision a pour objet essentiel de laisser place au nouveau Forum élargi d'une centaine d'ONG d'inspiration catholique, qui a tenu à Rome sa première rencontre en novembre 2007. Cette initiative était initiée par la Secrétairerie d'Etat du Vatican. Cette plateforme privilégie les échanges en réseau de sorte à rendre plus efficace la présence et les réponses à apporter aux défis globaux du monde, dans le cadre des Nations Unies et autres instances intergouvernementales.

La 30e Assemblée Plénière Mondiale du **MIIC** s'est tenue à Nairobi, Kenya, du 20 au 27 juillet 2008. À l'issue de cette rencontre, Mme Lawrencia Kwark, chargée de mission au CCFD actuellement a été élue Secrétaire générale du mouvement. Nous souhaitons bon vent à Lawrencia dans ses nouvelles responsabilités.

Le **Midade**, Mouvement International d'Apostolat des Enfants a également organisé sa Rencontre mondiale au Chili dans le courant du mois d'août.

Le **séminaire continental européen** s'est déroulé en Croatie du 09 au 16 septembre et a rassemblé des délégués de 13 pays d'Europe de l'Est, Centrale et de l'Ouest. La méthodologie du séminaire a été basée sur des expériences concrètes d'économie solidaire permettant d'atteindre la souveraineté alimentaire.



*Séminaire Européen, Croatie  
Septembre 2008*

**Les membres du Bureau** se sont réunis à Reconquista (Argentine) du 20 au 30 septembre. Un des principaux points de l'agenda de cette réunion de Bureau a été la mise en route pour la préparation de la Rencontre mondiale de 2010 qui aura lieu probablement en Amérique Latine. Cette Assemblée mondiale sera d'importance vu les enjeux actuels du monde rural mais également en termes de renouvellement des mandats du Comité exécutif et des membres du Bureau.

---

Le **Conseil Mondial de la JOC** internationale se déroule actuellement et jusqu'au 12 octobre à Thanjavur (Inde). Le thème de ce Conseil sera «Agir ensemble pour l'avenir du travail».

Le **MIAMSI** tiendra sa XII<sup>ème</sup> Assemblée Générale sur l'île de MALTE à St. Julians du 24 au 29 Octobre 2008 sur le thème « des migrations, une chance pour construire des ponts - familles, cultures, religions et peuples en dialogue.»

Le prochain **Forum Social Mondial** aura lieu à Bélem do Pará au Brésil du 26 janvier au 01 février 2009. Au cours des prochains mois, de nombreuses rencontres, forums, congrès...seront organisés en préparation de cet événement international.

### Nouvelles fonctions

**Entraide et Fraternité - Vivre ensemble** se sont dotées d'un nouveau Secrétaire général, **M. Angelo Simonazzi** depuis le 01 mai dernier. Monsieur Simonazzi possède une grande expérience dans la gestion de projets, surtout en Afrique et dans la gestion d'associations. Il a été responsable projets dans plusieurs agences humanitaires dont notamment CAFOD notre homologue anglais et a également dirigé Save the Children en Italie et Handicap International en Belgique.



*Angelo Simonazzi*

**M. Guy Aurenche** prendra ses fonctions de Président du **CCFD-Terre Solidaire** le 01 janvier 2009. Il succédera à Joël Thomas. Guy AURENCHE, 62 ans, avocat de formation, a à son actif 35 années de vie associative; il a été notamment président de l'ACAT-France (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) de 1975 à 1983, puis de la Fédération internationale de l'ACAT de 1987 à 1998. Depuis mars 2006, il est Président de l'association des Amis de l'hebdomadaire La Vie. Il a effectué de nombreux séjours en Afrique, Amérique latine et Europe de l'Est. Il a rédigé de nombreux ouvrages, dont «La dynamique des droits de l'homme» en 1998.



---

## Votre rubrique

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'Organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs Parlements.

Le 21/07/08, M. Pascal Lamy, directeur de l'OMC, invite les 40 ministres du commerce des pays les plus représentatifs à débloquent les négociations dites de Doha, sur la libéralisation du commerce mondial. Elles ont pour but de parvenir à abaisser les subventions et droits de douane pour développer les échanges. Dans le domaine agricole (8% des échanges), un accord semblait possible. Les pays du Nord ont accepté de supprimer, en 2013, toute subvention à l'exportation. Dans le domaine industriel: les pays développés jugent que leur effort sur l'agriculture n'est pas payé de retour. Ils dénoncent les exemptions et les délais qui seraient consentis aux pays émergents. Dans le domaine des services, les discussions démarrent à peine. Si les négociations échouent, le danger sera grand de voir renaître des guerres commerciales à coups de tarifs douaniers et se multiplier les accords bilatéraux où les pays pauvres sont rarement gagnants.

Le 25 juillet, le dialogue de sourds était total. M. Lamy décide alors de travailler en petit comité avec les 7 puissances commerciales les plus importantes (Etats-Unis, Union européenne, Chine, Inde, Australie, Brésil, Japon). Il les contraint à étudier son propre projet et les met en demeure de prendre position.

Le 29 juillet, M. Lamy reconnaît que les négociations sur la libéralisation des échanges avaient échoué sur l'agriculture. Le blocage s'est produit le 28 juillet sur la demande des pays en développement de pouvoir protéger leurs productions agricoles contre une invasion de produits étrangers.

Cet échec ne va pas renforcer le système multilatéral du commerce. Les différents pays vont être tentés, au mieux, par la signature d'accords bilatéraux où les pauvres seront perdants, et, au pire, par la dénonciation d'accords multilatéraux, ce qui pourrait déclencher des guerres commerciales et, éventuellement, des récessions locales ou généralisées.



*Séminaire Européen, Croatie Septembre 2008*



**PUBLIE PAR**

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques  
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos  
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos  
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

**Editeur responsable**

Daisy HERMAN, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)